

Convention collective départementale

IDCC : 1369. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(LOIRE-ATLANTIQUE)**

(29 avril 1985)

(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)

*(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)*

■ *Journal officiel* du 9 février 2010

**Arrêté du 29 janvier 2010 portant extension d'accords conclus dans
le cadre de la convention collective des industries métallurgiques,
électriques, électroniques et connexes de la Loire-Atlantique
(n° 1369)**

NOR : MTST1002972A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 29 mai 1987 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
14 janvier 2009, portant extension de la convention collective des industries
métallurgiques, électriques, électroniques et connexes de la Loire-Atlantique
du 29 avril 1985 et de textes la modifiant ou complétant ;

Vu l'accord du 9 octobre 2009 relatif aux taux effectifs garantis annuels
du personnel non cadre, conclu dans le cadre de la convention collective sus-
visée ;

Vu l'accord du 9 octobre 2009 relatif aux rémunérations minimales hié-
rarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 18 décembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes de la Loire-Atlantique du 29 avril 1985, tel qu'étendu par arrêté du 29 mai 1987, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 9 octobre 2009 relatif aux taux effectifs garantis annuels du personnel non cadre, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 9 octobre 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBRELLE

Nota. – Les textes susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/48, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).